

Infos Palestine

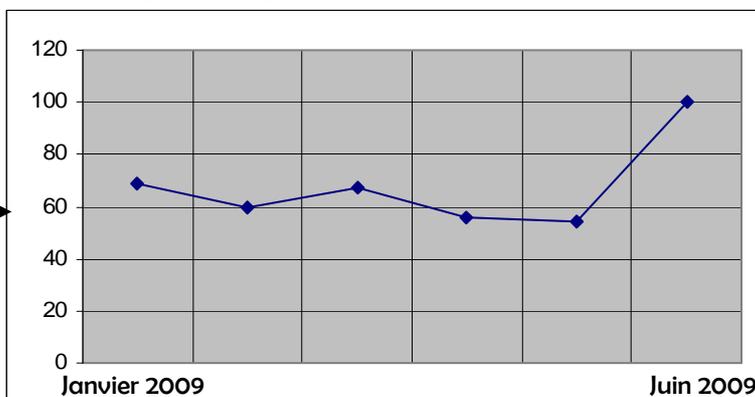
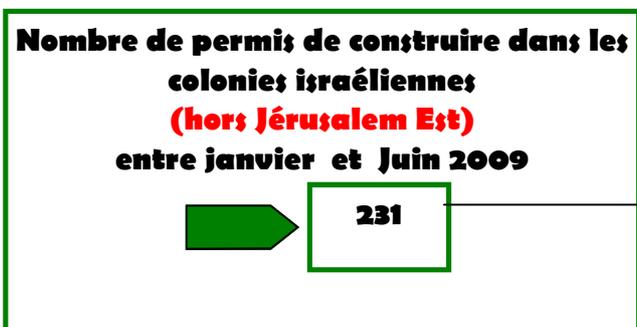
Etat de la colonisation - n°3

Pourquoi ce suivi ?

A l'annonce du projet israélien de doubler le nombre de colons révélé par l'association israélienne Peace Now en mars 2009, la **Plateforme des ONG françaises pour la Palestine** a mis en place, pour une durée d'un an, un suivi de la colonisation afin de donner un aperçu de son évolution et des conséquences qu'elle entraîne. La colonisation a été et est le principal obstacle au processus de paix. Celle-ci est en effet à la base de l'ensemble des infrastructures et du système de contrôle israélien en Cisjordanie : la construction du Mur, le réseau routier, les zones fermées aux Palestiniens, les destructions de maisons, les checkpoints. Elle est la principale cause du morcellement territorial de la Cisjordanie. Non seulement elle entrave les mouvements et les échanges commerciaux palestiniens mais prive également les Palestiniens de leurs plus importantes ressources naturelles.

« Le gel complet et immédiat de la colonisation est une priorité ».

Nicolas Sarkozy - Conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien du 17 décembre 2007



La colonisation dans les processus de paix

Réactualisée, sans succès concrets, par l'administration américaine, la question de la colonisation israélienne est à nouveau au centre de la scène diplomatique. Un premier constat s'impose, la colonisation, quels que soient les « processus de paix » ou les gouvernements israéliens, n'a jamais cessé, retardant indéfiniment la possibilité d'un règlement négocié.

1993 - La période clef des accords d'Oslo

Briser la dynamique du processus de paix

« Un gouvernement du Likoud annonce la construction de dix implantations, mais n'en construit qu'une, les travaillistes en annoncent une mais en construisent dix » affirmait un adage israélien des années 80. Les années 90 vont lui donner raison. Les travaillistes israéliens, en lançant une importante campagne de colonisation pendant et après les accords d'Oslo, vont véritablement briser la dynamique du processus de paix. Entre 1993 et 2000, le nombre de colons a augmenté de 40%, chiffre jamais égalé ni avant ni après cette période. En ce sens la période des accords d'Oslo est déterminante. Il faut rappeler que ces accords, tout en soumettant la question de la colonisation à un règlement final, affirmaient néanmoins que « la Cisjordanie et la bande de Gaza constituent une unité territoriale unique dont l'intégrité et le statut devront être préservées durant la période intérimaire », laissant ainsi entendre la nécessité d'un arrêt de la colonisation, qui aurait été la

preuve de la volonté israélienne de parvenir à un accord. Pendant le gouvernement d'Yitzhak Rabin de 1992 à 1996, 3 800 unités de logement⁽¹⁾ étaient construites chaque année. Jérusalem étant (et restant toujours) la « cible » principale.

La permanence du fait accompli israélien

Poursuivre la colonisation, avec ce que cela implique en termes de confiscation et de contrôle de la terre et des ressources, tout en menant des négociations de paix et malgré les engagements pris, telle est la position du gouvernement israélien. Les négociations de Camp David en 2000, la « feuille de route » en 2002, la rencontre d'Annapolis, les pressions de Barack Obama et en parallèle, les Accords de Genève ou la proposition de paix saoudienne, toutes ces tentatives se sont heurtées à la politique israélienne du « fait accompli ».

(1) Chaque « unité » peut accueillir une famille de 4 personnes.

2002-La « feuille de route », à nouveau des engagements bafoués

La « feuille de route », adopté en 2002, est la principale base de négociation qui mentionne explicitement l'arrêt de la colonisation (mais non le démantèlement) comme une des obligations majeures d'Israël. Elle demande « *dans la logique du rapport Mitchell le gel par le gouvernement d'Israël de toutes les activités de colonisation (y compris l'extension naturelle de colonies existantes)* ». Le document ajoute l'obligation de « *démantèlement immédiat par le gouvernement d'Israël de tous les avant-postes construits après mars 2001* » ; de façon tout aussi claire : « *le gouvernement d'Israël renonce à des actions minant la confiance, notamment les déportations et attaques de populations civiles, la confiscation et/ou la démolition de maisons et biens palestiniens, comme mesure punitive ou pour faciliter des constructions israéliennes, la destruction d'institutions et d'infrastructures palestiniennes* ». Entre 2002 et 2005 (année prévue par la « feuille de route » pour la création d'un Etat palestinien), le nombre de colons a augmenté de 46 000 personnes, sous l'impulsion du gouvernement d'Ariel Sharon. Au même moment, en 2002, débutait la construction du Mur en Cisjordanie. Les Etats-Unis avaient déjà à cette époque tenté de négocier une limitation de l'expansion des colonies, sans réussite.

Un des arguments officiels israéliens pour ne pas remplir, encore aujourd'hui, leurs obligations est de demander que l'Autorité palestinienne soit la première à mettre ses obligations de la « feuille de route » en pratique (mettre fin à la violence « sans condition »). Or le document ne prévoit à aucun moment de prioriser les obligations d'une des deux parties, celles-ci agissant de concert. L'évolution du contexte (construction du Mur, très forte augmentation de la colonisation et perte de contrôle de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza) rend aujourd'hui caduque la « feuille de route ». Elle a toutefois été le document de référence de la rencontre d'Annapolis en 2007.

2007 - Annapolis, un nouveau record dans la colonisation

Huit jours après la conférence du 27 novembre, le gouvernement israélien a annoncé le lancement d'un appel d'offres pour la construction de 307 nouveaux logements dans la colonie de Har Homa, à proximité de Jérusalem. Ehud Olmert s'était cependant publiquement engagé avant le sommet à ne pas construire de nouvelles colonies. Dans les 15 mois suivants, 2 230 permis de construire ont été publiés par le gouvernement israélien, dont une immense majorité dans Jérusalem-Est. En avril 2008, l'ONG israélienne Peace Now publiait un rapport « La mort du gel de la colonisation - 4 mois après Annapolis ». Elle révélait que « *pas un seul projet de construction n'a été gelé. Les constructions ont continué sur tous les sites de construction déjà existants [...] mais il ne s'agit pas seulement de l'existant : de nouveaux plans ont été conçus, des appels d'offres publiés et des projets approuvés à la vente* ».

Les paramètres Clinton :

Présentés en 2000 par l'ancien président américain, ces « paramètres » prévoient qu'un bloc de colonies proches de la ligne verte, regroupant près de 80 % des colons serait annexé à Israël en échange de territoires israéliens dévolus aux Palestiniens. Les colonies de la bande Gaza seraient démantelées en totalité sans annexion correspondante de territoires situés dans la bande de Gaza, de même que les colonies de la vallée du Jourdain, en échange de garanties de sécurité dans cette zone.

Les accords de Genève :

Signés en 2003 à l'initiative des ex-ministres israélien et palestinien Yasser Rabbo et Yossi Beilin, ces accords prévoient qu'Israël restituera 100 % de la bande de Gaza et 97,5 % de la Cisjordanie : il annexera les 2,5 % restant pour regrouper les blocs de colonies à Gush Etzion (sud de la Cisjordanie) et dans le périmètre de Jérusalem.

Le plan de paix saoudien

Présenté par l'Arabie saoudite à la Ligue arabe en 2002 et réaffirmé en 2007, ce plan propose le principe de la « terre contre la paix ». En échange d'« un retrait complet des territoires occupés depuis 1967 », les Etats arabes s'engagent à « aller vers la conclusion d'un accord de paix avec Israël et établir des relations normales, dans le contexte d'une paix totale avec Israël ».

2009 - Tentatives américaines et refrain européen

« *Nous continuons à insister sur le fait que l'Amérique n'accepte pas la légitimité de la colonisation continue israélienne* », Barack Obama a ainsi réaffirmé en ces termes la position américaine, devant les Nations unies le 22 septembre, malgré deux échecs : le refus israélien de geler la colonisation et le refus des pays arabes qui n'ont pas normalisé leurs relations avec Israël de montrer des gestes de bonne volonté (ouverture de représentations commerciales israéliennes, survol par les lignes commerciales israéliennes) en échange du gel de la colonisation. Comme le note Gilles Paris dans le journal Le Monde, les Etats-Unis ont maintenant choisi de contourner la question de la colonisation pour ouvrir des négociations directement sur « le statut permanent ». Quant à l'UE, alors que celle-ci exhortait par le passé Israël à inverser sa politique de colonisation, elle n'a fait qu'appeler à « *arrêter immédiatement les activités de colonisation, incluant Jérusalem-Est et l'accroissement naturel des colonies* », exigences rappelées par la présidence suédoise le 8 septembre et le 29 septembre derniers devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Sans être entendue par le gouvernement israélien.